



2025 RAPPORT ANNUEL

Nos répercussions cette année

Cette année en fut une de nombreuses contradictions. Dans un contexte de tarifs américains et de tensions avec le principal partenaire commercial du Canada, le gouvernement fédéral ainsi que les gouvernements de la Colombie-Britannique, de l'Ontario, du Québec et de la Nouvelle-Écosse ont tous adopté ou déposé des projets de loi visant à déréglementer le secteur minier et à accélérer le développement de nouveaux projets miniers. Au Canada comme à l'échelle mondiale, nous avons observé une tendance inquiétante au démantèlement des protections environnementales et de la participation démocratique, ainsi qu'au non-respect des droits au consentement des peuples autochtones, afin d'accélérer les projets miniers au nom de la sécurité nationale et de la croissance économique.

Face à ces menaces, les communautés touchées par l'exploitation minière à travers le monde ont continué à se mobiliser. Des manifestations sur la Colline du Parlement aux campements dans les tourbières reculées du nord de l'Ontario, les gens ont riposté avec puissance contre cette vision extractiviste de notre avenir collectif. Au Québec, les citoyens des cinq municipalités de La Petite Nation ont tenu un référendum sans précédent sur le projet de graphite La Loutre de Lomiko Metals, le rejetant à une écrasante majorité. En Équateur, la population est descendue dans les rues de Cuenca pour protester contre le projet Loma Larga de DPM Metals, réussissant à faire révoquer son permis environnemental.

MiningWatch est intervenu stratégiquement et a expliqué toutes ces questions et bien d'autres en 2025. Découvrez nos efforts pour demander des comptes à l'industrie minière sur notre site web à l'adresse miningwatch.ca/fr.



Des organisations de la société civile, des universitaires et des citoyens rencontrent une délégation de femmes leaders xinka venues du Guatemala.

Photo de couverture : Le mont Awu, un volcan actif situé sur l'île de Sangihe, en Indonésie. Les membres de l'organisme communautaire « Save Sangihe Island » (SSI - en français «Sauvons l'île Sangihe») se battent pour protéger leur île contre l'exploitation aurifère. (Catherine Coumans)

Témoignages

Conférence de la Coalition Québec meilleure mine

Plus de 40 organisations coordonnent une réaction de la société civile à l'agenda provincial entourant les « minéraux critiques »

Déjà l'une des plus grandes juridictions dites minières du Canada, le Québec continue de connaître un boom minier massif alors que la province place l'extraction des « minéraux critiques et stratégiques » en tête de son programme.

MiningWatch est l'un des membres fondateurs de la Coalition Québec meilleure mine (QMM), une coalition représentant quelque 300 000 personnes dans tout le Québec qui se mobilisent depuis bientôt 20 ans pour contester ce boom minier et les politiques gouvernementales qui le favorisent. Nous avons contribué à l'organisation du deuxième congrès de la Coalition en novembre 2025 dont le thème était « Politique des minéraux critiques et stratégiques : Quelles voix/voies pour l'environnement et la population? ». Cet événement de deux jours a réuni 70 personnes représentant 40 groupes de toute la province pour s'informer, échanger des idées et partager des expériences et des stratégies de mobilisation.

Le congrès nous a permis de tisser des liens avec des partenaires, ainsi que de revoir et réaffirmer les positions de la Coalition sur les nouvelles politiques minières qui affectent déjà fortement les droits des peuples autochtones et des populations locales au Québec. À l'issue de la conférence, nous avons publié la **Déclaration de la Coalition Québec meilleure mine**, qui présente les positions qui guideront le travail de la Coalition dans les années à venir, notamment faire



Illustration de l'affiche de la conférence par Juliette Lafleur

de la lutte contre la surconsommation de minéraux une priorité nationale, veiller à ce que l'exploitation minière ne se fasse pas au détriment de la dignité humaine et appeler à un débat national sur la manière dont les ressources destinées à la transition énergétique sont détournées à des fins militaires. Nous avons stratégiquement lancé la Déclaration pour qu'elle coïncide avec la conférence Québec Mines + Énergie, qui rassemble l'industrie et le gouvernement pour faire avancer le programme minier, afin de faire entendre les revendications de la société civile.

DANS LES NOUVELLES

“Québec meilleure mine en congrès pour faire face à l'accélération des projets miniers” - Radio-Canada



Les déléguées Xinka Marta Muñoz et Marisol Guerra tiennent une conférence de presse conjointe avec l'Union of B.C. Indian Chiefs

Soutenir l'autodétermination des Xinka

En mai 2025, une consultation de sept ans ordonnée par la justice concernant la mine Escobal de Pan American Silver au Guatemala a donné lieu à une décision historique. Le peuple autochtone Xinka a **refusé de donner son consentement** à la reprise des activités de la mine d'argent canadienne et a appelé à sa fermeture définitive. Aux côtés d'une coalition de partenaires guatémaltèques et d'alliés internationaux, MiningWatch a invité une délégation de femmes leaders Xinka au

Canada afin de faire connaître la décision, de rencontrer le public et les décideurs canadiens, et de partager les enseignements tirés du processus de consultation, une première dans la région, qui a permis aux communautés touchées d'examiner en profondeur les conséquences culturelles, sociales et environnementales de l'exploitation minière et, en fin de compte, de décider d'accorder ou de refuser leur consentement.

En mai, Marta Muñoz et Marisol Guerra se **sont rendues en Colombie-Britannique** pour consolider les alliances entre les peuples autochtones du Guatemala et du Canada, et ont tenu une conférence de presse conjointe avec l'*Union of B.C. Indian Chiefs* (UBCIC). Elles ont évoqué à la fois le besoin urgent et les risques liés à l'exercice de l'autodétermination face à l'exploitation minière, en revenant sur les obstacles rencontrés lors de la consultation, notamment la mainmise sur le système judiciaire du pays, le harcèlement, les menaces et les agressions contre les leaders et les membres de la communauté Xinka. En septembre, nous avons soutenu Marta et Marisol dans leur retour dans l'**Est du Canada** pour rencontrer des députés et d'autres représentants du gouvernement, afin d'exiger que le gouvernement canadien cesse son soutien diplomatique à Pan American Silver et respecte la décision du peuple Xinka. Nous avons organisé **une conférence de presse** sur la Colline du Parlement et tenu un événement public à l'Université d'Ottawa, attirant ainsi l'attention des médias, et élargissant la base de Canadiens prêts à agir en solidarité avec les Xinka dans les mois et les années à venir.

Pan American Silver a jusqu'à présent refusé de reconnaître publiquement ou de communiquer de manière adéquate les résultats de la consultation. En novembre, nous avons collaboré avec des alliés en Colombie-Britannique pour remettre **une pétition comportant plus de 6 000 signatures**, recueillies tout au long de la tournée de conférences, au siège social de l'entreprise à Vancouver, exhortant celle-ci à respecter les résultats de la consultation et à prendre les mesures qui s'imposent pour fermer de manière sûre et définitive sa mine d'Escobal.



Marta et Marisol. (Andrew Macleod)

DANS LES NOUVELLES

“Guatemalan Indigenous People Bring Their Mine Battle to BC” - The Tyee



Gauche: La troisième cérémonie Darumatehu Sembanua sur l'île de Sangihe; droit: une fresque murale de l'artiste local Alfred Pontolondo représente l'île de Sangihe portée par un protecteur mi-humain, mi-chien, les chiens symbolisant les esprits ancestraux. (Catherine Coumans)

L'exploitation minière sur les petites îles : s'opposer aux efforts d'une entreprise canadienne pour exploiter l'île de Sangihe en Indonésie

En novembre 2025, la coordonnatrice pour l'Asie-Pacifique de MiningWatch, Catherine Coumans, s'est rendue en Indonésie pour rencontrer des partenaires qui œuvrent à la protection de la petite île de Sangihe contre la société minière aurifère canadienne Baru Gold.

La région Asie-Pacifique compte des dizaines de milliers de petites îles, dont plusieurs sont d'origine volcanique et riches en métaux et minéraux. L'exploitation minière sur les petites îles a de graves conséquences environnementales et sociales, car elle épuise et contamine l'eau douce et produit de grandes quantités de stériles, ce qui met à rude épreuve les communautés insulaires où la terre et l'eau pour les habitants et l'agriculture sont déjà rares. Avec une superficie de seulement 597 km², l'île de Sangihe, dans la province du Sulawesi du Nord, est classée comme une petite île au regard de la législation indonésienne. Elle est donc protégée par l'interdiction nationale d'exploitation minière sur les petites îles.

Malgré cette interdiction, la société Baru Gold Corp, basée à Vancouver, a acquis des concessions minières couvrant plus de la moitié de l'île, menaçant ainsi des mangroves et des forêts d'importance écologique qui abritent des espèces d'oiseaux en danger critique d'extinction. Au cours de la visite, des membres du mouvement populaire Save Sangihe Island (SSI) ont fait le point sur leur lutte pour mettre fin à toute activité minière sur Sangihe, en engageant des recours juridiques contre la licence et les permis de travail de la société, compte tenu de l'interdiction minière et de l'absence de consultation sur les impacts environnementaux. Conscient du coût humain de ces luttes, SSI rassemble des femmes, des hommes, des aînés, des jeunes, des leaders locaux et des groupes confessionnels pour participer à une cérémonie traditionnelle visant à renforcer le mouvement local et à invoquer le soutien des esprits et des ancêtres afin de protéger l'île du mal. Un rapport approfondi de MiningWatch sur ces efforts sera publié début 2026.

Terres rares et minerais de fer à Sept-Îles

Les communautés vivant sur le Nitassinan, dans la région de la Côte-Nord, au Québec, assistent à une recrudescence de projets miniers portant sur des « minéraux critiques ». La région est déjà bien établie dans l'exploitation du minerai de fer et subit depuis longtemps des pressions environnementales et sociales liées aux mines de minerai de fer existantes. Les communautés locales s'inquiètent de plus en plus du projet controversé Strange Lake, un projet d'exploitation de terres rares proposé par Torngat Metals. Le gouvernement canadien a annoncé un investissement majeur de 175 M\$ dans ce projet avant toute évaluation environnementale et malgré les liens de la mine avec l'administration Trump. De plus, une part importante de la production de la mine est destinée à une entreprise allemande dont une usine basée aux États-Unis fabrique **des composants pour les avions de chasse F-35**.

Les communautés locales s'inquiètent de la contamination radioactive et d'autres impacts sur la santé et l'environnement pour les résidents et le territoire. En réponse à une invitation du Groupe Citoyens de Sept-Îles, Mining-Watch Canada et la Coalition Québec meilleure mine ont ainsi organisé une **séance d'information** publique en octobre 2025 dans la communauté innue d'Uashat mak Mani-utenam sur les questions de santé et d'acceptabilité sociale liées à l'exploitation minière du minerai de fer et des éléments de terres rares.

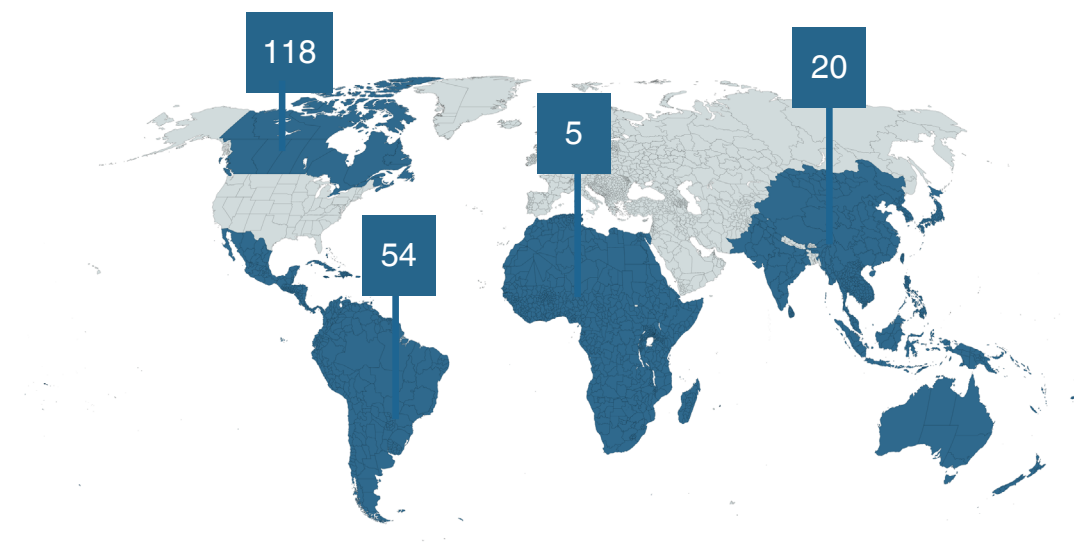
L'objectif de cette soirée était de fournir aux communautés visées un aperçu indépendant des projets miniers actuels et futurs sur leur territoire. Des journalistes **ont rapporté** qu'une centaine de personnes étaient présentes, dont plus d'un quart étaient membres de la Nation Innu. Cette séance fut une occasion importante pour les participants de faire part de leurs préoccupations et de poser leurs questions sur l'avenir de l'exploitation minière dans leur milieu.



Rodrigue Turgeon, co-responsable de programme chez MiningWatch Canada, s'adresse à une salle comble au Musée Shaputuan à Uashat.

En chiffres

En 2025, nous avons apporté notre soutien à 197 communautés affectées par les minières et partenaires à travers le monde :



Publications

Nous avons rédigé ou co-rédigé 19 publications majeures incluant 1 article de revue, 5 rapports, et 13 mémoires



Médias

Nous avons été cités dans 137 articles de presse, notamment :

[Reportage] Équateur : la révocation de licence d'une minière canadienne sème le doute | Paloma Martinez Mendez, **Radio-Canada International**

Des organismes demandent à Québec de ne pas céder aux pressions de Ressources Falco | Jean-Marc Belzile, **Radio-Canada**



Blogs

Nous avons publié 51 articles de blog en trois langues : anglais (25), français (7), et espagnol (19)



Webinaires

Nous avons organisé 4 webinaires, réunissant au total 464 participants



Lettres de solidarité

Nous avons diffusé 13 lettres de solidarité, recueillant au total 571 signatures d'organisations



Events

Nous avons organisé et co-organisé 4 événements en présentiel, réunissant plus de 200 participants

Notre Équipe

Conseil d'administration

Co-présidentes:

Nadia Wysote, Alexandra Pedersen

Trésorière: Jean Symes

Secrétaire: Esperanza Moreno

Administrateurs et administratrices:

Michael Desautels, Tracy Glynn, Blaine Grinder, Tara Lamothe, Elysia Petrone Reitberger, Donna Ashamock, Ellen Kaas

Membres du personnel

Catherine Coumans, coordonnatrice du Programme Asie-Pacifique

Val Croft, coordinatrice des communications (en congé de maternité après le mois de mai)

Viviana Herrera, coordonnatrice du Programme Amérique Latine

Jamie Kneen, co-responsable du Programme Canada

Diana Martin, coordonnatrice de la collecte de fonds et des opérations

Rodrigue Turgeon, co-responsable du Programme Canada

Miriam Shaftoe, coordinatrice de communication par intérim

Laura Pitkanen, rédactrice de demandes de subvention

Les membres en 2025

1. L'Alliance de la Fonction publique du Canada
2. Alternatives North
3. Ami(e)s de la Terre
4. Canadian Environmental Law Association (CELA)
5. L'Église Unie de Canada
6. Femmes autochtones du Québec
7. Fonds de justice sociale de Unifor
8. Fonds humanitaire des Métallos
9. Friends of the Stikine Society
10. Inter Pares
11. Kairos - initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice
12. Mixedwood Forest Society
13. La Nation Innu
14. Nature Canada
15. Northwatch
16. Rivers Without Borders
17. Sierra Club of Canada
18. Société pour la nature et les parcs (SNAP)
19. Syndicat canadien de la fonction publique (SFCP)
20. Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO)
21. Watershed Sentinel Educational Society
22. Yukon Conservation Society (YCS)

Voici comment vous pouvez soutenir notre travail :

Suivez MiningWatch et partagez notre travail :

- Inscrivez-vous à notre bulletin et à nos alertes
- Suivez-nous sur les médias sociaux

Faites un don pour soutenir notre travail :

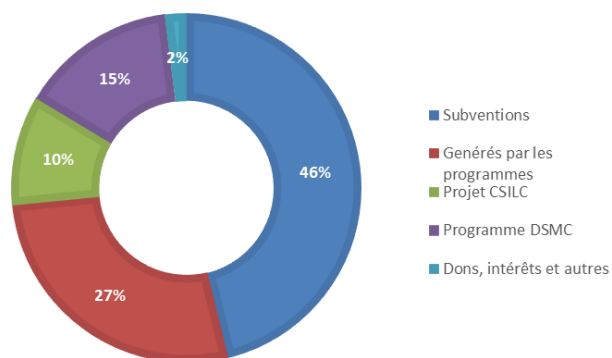
- Devenez un donateur mensuel
- Adhérez à notre programme de dons testamentaires

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS

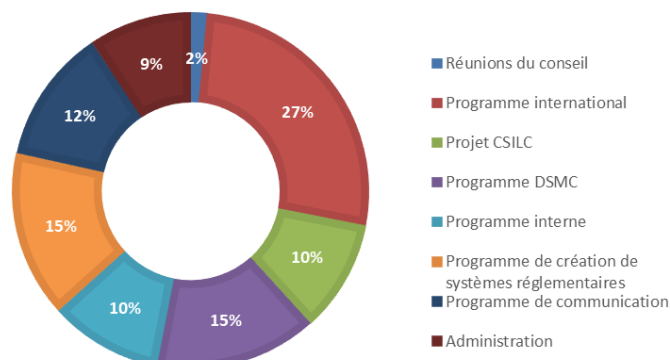
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE, 2025

	2025	2024
ACTIFS À COURT TERME		
Encaisse	\$ 435,094	\$ 266,764
Investissement à court terme (note 2)	623,123	681,845
Débiteurs	144,903	122,618
À recevoir de Canary Research Institute (note 5)	157,762	99,129
Frais payés d'avance	6,661	6,679
	1,367,543	1,177,035
IMMOBILISATIONS (note 3)	6,763	7,332
	\$ 1,374,306	\$ 1,184,367
PASSIFS À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	\$ 59,410	\$ 74,342
Remises gouvernementales à payer	40,527	21,490
Revenu reporté (note 4)	930,491	730,751
	1,030,428	826,583
ACTIFS NETS		
Fonds de réserve - intérieurement affectés (note 6)	233,123	223,123
Fonds de défense légal - intérieurement affectés (note 6)	25,000	25,000
Actifs nets non-affectés	85,755	109,661
	343,878	357,784
	\$ 1,374,306	\$ 1,184,367

REVENUS
1 323 642 \$



DÉPENSES
1 297 781 \$



MiningWatch remercie les organisations suivantes pour leur soutien :

Canadian Union of Public Employees
Clean Economy Fund
Fidelity Gift Fund
Ford Foundation
Global Greengrants Fund
Inter Pares

Ontario Public Service Employees Union
Public Service Alliance of Canada
The 11th Hour Project/The Schmidt Family Foundation
Unifor Social Justice Fund
Western Organization of Resource Councils
Education Project